Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2019

Table des matières

- Introduction
- Mandat
- Méthode de présentation du rapport
- Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs
  - Changements importants quant aux autorisations
  - Changements importants quant aux dépenses
- Risques et incertitudes
- Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes
- Approbation des cadres supérieurs
- Annexe A et B

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par la Directive sur les normes comptables: GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères. Le présent rapport financier trimestriel doit être lu en parallèle avec le Budget principal des dépenses et les rapports financiers trimestriels précédents. Pour en apprendre davantage sur le BCP, veuillez visiter le site Web du BCP à l'adresse http://www.bcp.gc.ca.

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen, mais a été remis au Comité ministériel de vérification du BCP et comprend les observations des membres du Comité.

Mandat

Le BCP soutient l'élaboration et la mise en œuvre des programmes stratégique et législatif du gouvernement du Canada, coordonne la prise de mesures en réaction aux problèmes auxquels doivent faire face le gouvernement et le pays, et contribue au bon fonctionnement du Cabinet. Le BCP est dirigé par le greffier du Conseil privé, qui est également secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique.

Le BCP a pour mandat de servir le Canada et la population canadienne en conseillant et en appuyant le premier ministre, les ministres du portefeuille et le Cabinet.

Les trois rôles principaux du BCP sont les suivants:

1.Conseiller de manière professionnelle et non partisane le premier ministre, les ministres du portefeuille, le Cabinet ainsi que ses comités sur les questions d'envergure nationale et internationale.

2.Assurer le bon fonctionnement du processus décisionnel du Cabinet et contribuer à la mise en œuvre du programme du gouvernement.

3.Encourager un rendement élevé et la responsabilisation au sein de la fonction publique.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2019

Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction selon une méthode comptable axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du BCP accordées par le Parlement et utilisées par l'organisme, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses pour l'exercice 2019-2020. Ce rapport financier trimestriel a été préparé au moyen d'un référentiel à usage particulier (comptabilité axée sur les dépenses) conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

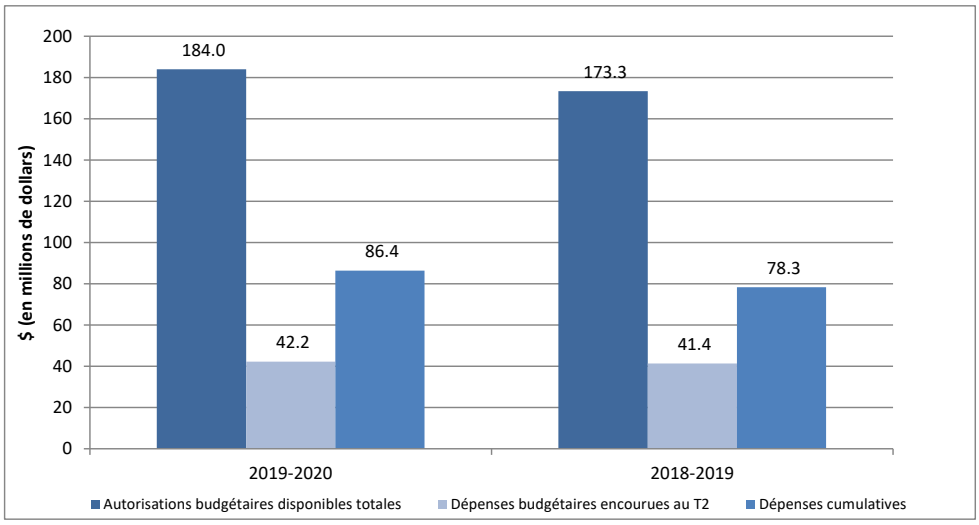
Le BCP utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels [1] lesquels font partie du processus de production de rapports sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore accordés en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

La présente section expose les principaux éléments ayant contribué à l'augmentation ou à la diminution nette des autorisations disponibles pour l'exercice et des dépenses réelles pour le trimestre ayant pris fin le 30 septembre 2019.

Le BCP a dépensé environ 47 % de ses autorisations disponibles à la fin du deuxième trimestre, comparativement à 45 % durant le même trimestre en 2018-2019 (voir graphique 1 ci-dessous).

Graphique 1 : Comparaison des autorisations budgétaires disponibles totales et des dépenses budgétaires nettes totales au deuxième trimestre des exercices 2019-2020 et 2018-2019



[1] Les notes afférentes aux états financiers ministériels annuels comprennent un rapprochement entre les résultats selon la comptabilité d'exercice intégrale et les autorisations de dépenser.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

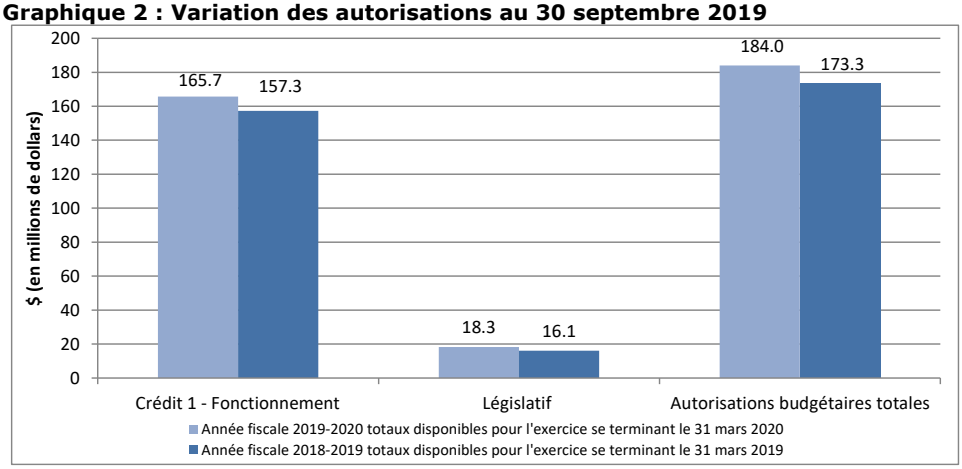
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2019

Changements importants quant aux autorisations

D'après le graphique 2 ci-dessous au 30 septembre 2019 et annexe A, présenté à la fin de ce document, les autorisations totales dont disposait le BCP s'élevaient à 184,0 millions de dollars en 2019-2020, comparativement à 173,3 millions de dollars au 30 septembre 2018, ce qui représente une augmentation nette de 10,7 millions de dollars ou 6 %.

Graphique 2 : Variation des autorisations au 30 septembre 2019



** Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué*

L'augmentation nette de 10,7 millions de dollars dans les autorisations s'explique principalement par :

Augmentation en autorisations

• Le BCP a reçu du financement supplémentaire pour faire face à l'augmentation des coûts pour les cabinets des ministres et le soutien ministériel correspondant pour livrer un mandat élargi, la gestion et la surveillance du processus des nominations par le gouverneur en conseil, la mise en oeuvre des initiatives du BCP et à entreprendre les communications sécurisées pour l'Initiative nationale de leadership.

Baisse en autorisations

• L'augmentation en autorisations est compensée par des diminutions liées à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones assassinées et disparues, le projet de modernisation des technologies de l'information du BCP, une réduction des fonds reportés à travers du report du budget de fonctionnement dans l'exercice 2019-2020 et une réduction du financement fourni pour des ajustements de négociation collective en raison de paiements salariaux rétroactifs moins élevés.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2019

Changements importants dans les dépenses du trimestre

Les dépenses du deuxième trimestre ont totalisé 42,2 millions de dollars, soit une augmentation nette de 0,8 million de dollars (2%) par rapport aux 41,4 millions de dollars dépensés pendant la même période en 2018-2019. Le tableau 1 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 1

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	**Exercice 2019-2020 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2019**	**Exercice 2018-2019 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018**	**Variation en $**	**Variation en %**
Personnel	31 866	30 523	1 343	4 %
Transports et communications	1 294	1 820	(526)	(29 %)
Information	2 384	955	1 429	150 %
Services professionnels et spéciaux	4 362	4 982	(620)	(12 %)
Location	425	368	57	15 %
Services de réparation et d'entretien	182	405	(223)	(55 %)
Services publics, fournitures et approvisionnements	366	217	149	69 %
Acquisition de terrains, de bâtiments et travaux	0	0	0	0 %
Acquisition de machines et de matériel	609	1 202	(593)	(49 %)
Paiement de transfert	252	686	(434)	(63 %)
Autres subventions et paiements	499	215	284	132 %
Dépenses budgétaires brutes totales *	**42 239**	**41 373**	**866**	**2 %**
Moins les revenues affectés aux dépenses	(46)	0	(46)	0 %
Dépenses budgétaires nettes totales	**42 193**	**41 373**	**820**	**2 %**

** Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué*

Personnel

L'augmentation globale de 1,3 million de dollars des dépenses relatives au personnel est principalement attribuable à une combinaison de personnel supplémentaire nécessaire pour exécuter un mandat ministériel élargi, au moment des recouvrements salariaux auprès d'autres ministères et à l'augmentation des cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

La diminution de 0,5 million de dollars est attribuable à la fin de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées à l'exercice 2019-2020.

Information

L'augmentation de 1,4 million de dollars est principalement attribuable aux contrats de services professionnels en communication pour appuyer l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées alors que celle-ci tirait à sa fin.

Services de réparation et d'entretien

La diminution de 0,2 million de dollars est essentiellement liée à la nature variable des projets liés aux locaux.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2019

Services publics, fournitures et approvisionnements

L'augmentation de 0,1 million de dollars est principalement attribuable aux dépenses encourues pour appuyer l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées alors que celle-ci tirait à sa fin.

Acquisition de machines et de matériel

La diminution est liée à une réduction des dépenses pour du matériel informatique, de l'équipement de sécurité et du mobilier de bureau, en comparaison avec l'exercice 2018-2019.

Paiement de transfert

Les paiements de transfert ont diminué de 0,4 million de dollars puisque l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a terminé ses principales activités à l'exercice 2019-2020.

Autres subventions et paiements

L'augmentation est principalement attribuable aux coûts supplémentaires engagés en raison des trop-payés salariaux et d'autres paiements associés à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Changements importants dans les dépenses cumulatives

Les dépenses depuis le début de l'exercice totalisent 86,4 millions de dollars, soit une augmentation nette de 8 millions de dollars (10%) par rapport aux 78,3 millions de dollars dépensés durant la même période en 2018-2019. Le tableau 2 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 2

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	**Exercice 2019-2020 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 30 septembre 2019**	**Exercice 2018-2019 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 30 septembre 2018**	**Variation en $**	**Variation en %**
Personnel	65 006	60 366	4 640	8 %
Transports et communications	2 744	2 654	90	3 %
Information	4 677	1 477	3 200	217 %
Services professionnels et spéciaux	8 651	9 404	(753)	(8 %)
Location	1 307	806	501	62 %
Services de réparation et d'entretien	208	100	108	108 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	484	339	145	43 %
Acquisition de terrains, de bâtiments et travaux	0	0	0	0 %
Acquisition de machines et de matériel	1 319	1 770	(451)	(25 %)
Paiement de transfert	1 139	819	320	39 %
Autres subventions et paiements	868	595	273	46 %
Dépenses budgétaires brutes totales	**86 403**	**78 330**	**8 074**	**10 %**
Moins les revenues affectés aux dépenses	(46)	0	(46)	0 %
Dépenses budgétaires nettes totales	**86 357**	**78 330**	**8 028**	**10 %**

** Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué*

Personnel

L'augmentation globale de 4,6 million de dollars des dépenses relatives au personnel est principalement attribuable à une combinaison de personnel supplémentaire nécessaire pour exécuter un mandat ministériel élargi, au moment des recouvrements salariaux auprès d'autres ministères et à l'augmentation des cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Bureau du Conseil privé
Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2019

Information
L'augmentation de 3,2 million de dollars est principalement attribuable aux contrats de services professionnels en communication pour appuyer l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées alors que celle-ci tirait à sa fin.

Location
L'augmentation de 0,5 million de dollars est principalement attribuable d'un décalage dans les dates de paiement des factures et des abonnements supplémentaires.

Services de réparation et d'entretien
L'augmentation de 0,1 million de dollars est principalement attribuable d'un décalage dans les dates de paiement des factures.

Services publics, fournitures et approvisionnements
L'augmentation de 0,1 million de dollars est principalement attribuable aux dépenses encourues pour appuyer l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées alors que celle-ci tirait à sa fin.

Acquisition de machines et de matériel
La diminution s'explique par une réduction des dépenses engagées pour du matériel informatique, de l'équipement de sécurité et des droits d'utilisation de logiciels, en comparaison avec l'exercice 2018-2019.

Paiement de transfert
Les paiements de transfert ont augmenté de 0,3 million de dollars puisque l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a terminé ses principales activités à l'exercice 2019-2020.

Autres subventions et paiements
L'augmentation est principalement attribuable aux coûts supplémentaires engagés en raison des trop-payés salariaux et d'autres paiements associés à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Risques et incertitudes

Les principaux risques financiers sont le financement d'initiatives visant à traiter des enjeux pouvant se présenter de façon inattendue. Étant donné son rôle de coordination, le BCP doit lancer ces initiatives à court préavis, et gérer soit les dépenses nécessaires au moyen de ses propres autorités de dépenser, soit la trésorerie en attendant l'approbation de l'augmentation des autorisations de dépenser.

Le BCP fournit un soutien administratif et financier à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Il existe des limites à la surveillance financière en raison de la relation sans lien de dépendance qui existe entre le BCP et l'Enquête nationale; cependant, les obligations en matière de finances demeurent essentiellement la responsabilité du BCP.

Le BCP surveille de près les opérations de paye pour cerner et régler rapidement les paiements insuffisants et en trop et continue d'appliquer les mesures d'atténuation mises en place en 2016.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2019

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Opérations et programmes

L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a achevé ses activités principales le 30 juin 2019. Aucun autre changement important ne s'est produit dans le contexte opérationnel du Bureau du Conseil privé au cours du dernier trimestre.

Personnel

Thao Pham a été nommée Sous-secrétaire du Cabinet en août 2019.

Approbation des cadres supérieurs:

Ian Shugart
Greffier du Conseil privé et
secrétaire du Cabinet

Matthew Shea
Sous-ministre adjoint,
Direction des services ministériels et
dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
mercredi 27 novembre 2019

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2019

ÉTAT DES AUTORISATIONS *(non vérifié) (note 2)*

(en milliers de dollars)	Exercice 2019-2020			Exercice 2018-2019		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	**165 744**	**37 676**	**77 277**	157 264	37 375	70 335
Autorisations législatives budgétaires						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	**17 809**	**4 406**	**8 858**	15 727	3 932	7 863
Premier ministre - Traitement et allocation pour automobile	**181**	**45**	**90**	178	44	89
Leader du gouvernement à la Chambre des communes - Traitement et allocation pour automobile	**88**	**22**	**44**	86	-	-
Ministre des Institutions démocratiques - Traitement et allocation pour automobile	**88**	**22**	**44**	86	22	43
Ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur - Allocation pour automobile	**88**	**22**	**44**	-	-	-
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	**-**	**-**	**-**	6	-	-
Autorisations budgétaires totales	**183 997**	**42 193**	**86 357**	173 347	41 373	78 330
Autorisations totales	**183 997**	**42 193**	**86 357**	173 347	41 373	78 330

Remarque 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre (y compris gel budgétaire).

Remarque 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Bureau du Conseil privé

ANNEXE B

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2019

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant *(non vérifié) (note 2)*

(en milliers de dollars)	Exercice 2019-2020			Exercice 2018-2019		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses budgétaires:						
Personnel	**138 665**	**31 866**	**65 006**	120 697	30 523	60 366
Transports et communications	**3 189**	**1 294**	**2 744**	6 303	1 820	2 654
Information	**3 168**	**2 384**	**4 677**	5 261	955	1 477
Services professionnels et spéciaux	**35 420**	**4 362**	**8 651**	32 706	4 982	9 404
Location	**925**	**425**	**1 307**	1 807	368	806
Services de réparation et d'entretien	**1 177**	**182**	**208**	2 084	405	100
Services publics, fournitures et approvisionnements	**272**	**366**	**484**	516	217	339
Acquisition de machines et de matériel	**1 885**	**609**	**1 319**	4 707	1 202	1 770
Paiements de transfert	**900**	**252**	**1 139**	-	686	819
Autres subventions et paiements	**707**	**499**	**868**	351	215	595
Dépenses budgétaires brutes totales	**186 307**	**42 239**	**86 403**	174 432	41 373	78 330
Moins les revenus affectés aux dépenses :						
Revenus	**(2 310)**	**(46)**	**(46)**	(1 085)	-	-
Total des revenus affectés aux dépenses	**(2 310)**	**(46)**	**(46)**	(1 085)	-	-
Dépenses budgétaires nettes totales	**183 997**	**42 193**	**86 357**	173 347	41 373	78 330

Remarque 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre (y compris gel budgétaire).

Remarque 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.